



Perspectives professionnelles

BACCALAURÉAT EN ÉCONOMIQUE

MISE EN GARDE

Les perspectives sont des prévisions basées sur l'analyse des tendances observées sur le marché du travail. Nous vous invitons à les utiliser avec prudence et à bonifier votre recherche d'information à l'aide d'autres sources crédibles.

Révisé :
Septembre 2017

PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

Dans cette section, toutes les données sont extraites des sources disponibles les plus récentes (recherche effectuée en avril 2016 et en juillet 2017).

ÉCOLE DES SCIENCES DE LA GESTION

PROGRAMME : ÉCONOMIQUE (CONCENTRATIONS : ÉCONOMIE APPLIQUÉE, ÉCONOMIE ET FINANCE, ÉCONOMIE ET GESTION, ÉCONOMIE INTERNATIONALE, ÉCONOMIE ET POLITIQUES PUBLIQUES)

INSERTION PROFESSIONNELLE

- Selon l'enquête « La Relance à l'université » du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2013) auprès des diplômés en actuariat :
 - 55 % occupaient un emploi et 93 % de ces personnes avaient obtenu un emploi à plein temps.
 - 33 % poursuivaient des études.
- Selon cette même enquête, 75 % des titulaires d'une maîtrise en économie se trouvaient principalement sur le marché du travail (dont 92 % travaillaient à temps plein) et 22 % poursuivaient des études.
- Selon l'enquête du Service de planification académique et de recherche institutionnelle (SPARI) de l'UQAM effectuée auprès des diplômés du baccalauréat en économie de 2009-2010 à 2012-2013, les répondants se trouvant sur le marché du travail occupaient un poste dans les secteurs suivants :
 - Affaires, finances et administration (68 %)
 - Commerces, ventes et services (21 %)
 - Services professionnels et conseils (5 %)
 - Administration publique (5 %)
- Emploi-Avenir Québec prévoit que le nombre d'économistes, chercheurs et analystes des politiques économiques augmentera légèrement au cours des prochaines années.
- Au cours des dernières années, le nombre d'économistes, chercheurs et analystes des politiques économiques a augmenté de façon notable. Cette augmentation s'explique principalement par la demande importante en analyses socio-économiques. En effet, le secteur est favorisé par le besoin croissant d'information et de données quantitatives dans divers domaines : la croissance économique, la création d'emplois, la réussite scolaire, le rendement des investissements en éducation, les impacts du vieillissement de la population, l'efficacité des modes d'organisation du travail, les effets des tendances sociales, la pauvreté, les retombées politiques, etc. (Emploi-Avenir Québec).
- Les compressions budgétaires gouvernementales ont également un effet sur la profession. Néanmoins, le financement gouvernemental pour la recherche et le

développement en sciences sociales et humaines a plus que doublé en termes réels (en tenant compte de l'inflation) entre 1997-1998 et 2012-2013. Si cette augmentation a profité en 1^{er} lieu aux activités de recherche des professeurs d'université, elle a aussi favorisé l'emploi des professionnels en sciences sociales. Au cours des prochaines années, l'évolution des pratiques de gestion en matière d'évaluation quantitative des politiques gouvernementales devrait stimuler la demande de travaux de mesures d'impacts sociaux (Emploi-Avenir Québec, 2015).

- Du côté du secteur privé, ces professionnels bénéficieront de la législation et de la sensibilisation accrue du public sur les impacts environnementaux, économiques, sociaux et culturels de grands projets industriels et gouvernementaux. Dans ce type de travaux, ils doivent s'intégrer à des équipes multidisciplinaires comprenant entre autres des ingénieurs, urbanistes, architectes, cartographes et analystes financiers (Emploi-Avenir Québec, 2015).
- La puissance des ordinateurs, l'accès aux grandes banques de données, le développement de nouvelles méthodes quantitatives et l'accès à l'information par Internet sont de nouvelles technologies qui influencent la profession (Emploi-Avenir Québec).
- Les départs à la retraite dans les cégeps sont plus marqués qu'au primaire et au secondaire. Micheline Thibodeau, porte-parole de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, note des difficultés de recrutement dans des domaines comme l'économie (Jobboom, 2013).
- Les professionnels des services-conseils en gestion des entreprises figurent également parmi les professions les plus recherchées en ce moment, selon Emploi-Québec. Les entreprises font appel aux services d'experts-conseils en matière de gestion organisationnelle, de planification, de dotation, de processus de production (par exemple, recherche de meilleurs fournisseurs, ce qui exige de nouvelles stratégies d'approvisionnement), de commercialisation, de positionnement stratégique, d'implantation de changements technologiques, de rationalisation, de restructuration, de fusion, d'amélioration continue, de nouvelles approches d'organisation du travail (équipes semi-autonomes, gestion participative, fabrication modulaire, etc.), de développement organisationnel (orientation clientèle, gestion de la croissance, analyse de la valeur, etc.) et d'accompagnement dans le changement afin d'améliorer leur productivité, ce qui favorise l'emploi dans le secteur.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les entreprises privées et les organismes publics embauchent les diplômés de ce programme d'études. Les secteurs d'activités et les fonctions occupées varient selon les domaines de spécialisation.

- Administrations publiques (ministères et organismes)
- Agences de recouvrement
- Associations professionnelles
- Banque mondiale
- Caisse de dépôt et placement

- PME et grandes entreprises (détaillants, distributeurs, importateurs, manufacturiers, fournisseurs de services, grossistes)
- Entreprises d'économie sociale
- Entreprises de vente par Internet
- Entreprises spécialisées dans la conception de sites Internet et de logiciels d'affaires
- Établissement d'enseignement collégial
- Firmes d'experts-conseils, bureaux professionnels
- FMI
- Institutions financières
- Médias
- Municipalités régionales de comté (MRC)
- OCDE
- Organisations sans but lucratif, fondations
- Organismes internationaux
- Organismes de coopération internationale
- Services-conseils et firmes en gestion
- Sociétés d'assurance
- Sociétés d'aide au développement des collectivités
- Travail autonome

PROFESSIONS LIÉES AU DOMAINE

- Agente, agent de recherche et développement
- Agente, agent d'aide économique
- Analyste (marché, risques, salarial, relations industrielles, prix, coût-bénéfice, etc.)
- Analyste de programmes et de politiques économiques, du travail et sociales
- Cambiste
- Chargée, chargé de projet
- Consultante, consultant
- Conseillère, conseiller économique
- Économiste (des transports, des ressources naturelles, de l'énergie, de l'agriculture, du travail, en commerce international, en organisation des ressources, financier, industriel, etc.)
- Enseignante, enseignant au niveau collégial (avec une formation de 2^e cycle)
- Experte-conseil, expert-conseil
- Gestionnaire
- Journaliste spécialisée, spécialisé
- Investigatrice, investigateur à la curatelle publique (fonction publique québécoise)
- Propriétaire d'entreprise
- Représentante, représentant aux ventes
- Recherchiste

EXEMPLES DE TÂCHES SPÉCIFIQUES

Agente, agent de développement économique

- Développer le profil socio-économique de la région ou de la localité.
- Déterminer les endroits favorables à la localisation industrielle, commerciale et touristique sur son territoire.
- Mettre sur pied des programmes d'éducation, d'animation et d'information sur l'économie et l'entrepreneursip.
- Participer à l'élaboration de stratégies de développement économique de son territoire.
- Définir un plan d'action et superviser sa réalisation.
- Coordonner ses interventions avec les organismes intéressés.
- Identifier et accompagner les entrepreneurs et les investisseurs locaux susceptibles de créer de nouvelles entreprises, de participer à l'expansion d'entreprises existantes, de créer de nouveaux marchés et de nouveaux produits.
- Répondre aux demandes d'information des gens d'affaires concernant les possibilités de développement.
- Déterminer et évaluer les besoins des entrepreneurs locaux et leur proposer des plans d'action.
- Conseiller les entreprises sur les procédures à suivre et les conditions à remplir.
- Mettre sur pied des programmes visant à attirer les investissements étrangers.
- Préparer un inventaire économique des facteurs favorables à l'implantation de nouvelles activités économiques dans la région.
- Coordonner ou diriger des activités de nature économique à l'intention de la communauté.

Source : REPÈRES, l'outil officiel en information scolaire et professionnelle

CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME FAVORISANT L'INSERTION PROFESSIONNELLE

- Des « écolunchs » sont organisés et permettent la présentation de travaux de recherche, la rencontre d'étudiants diplômés abordant leur expérience sur le marché du travail ainsi que des débats sur des sujets d'actualité.
- Les étudiants du programme ont accès à un laboratoire de micro-informatique avec des ordinateurs de pointe et des progiciels spécialisés d'analyse statistique.
- La concentration en économie internationale comporte 2 profils : 1 profil général et 1 profil avec séjour d'études à l'étranger et apprentissage d'une langue étrangère, bien que toutes les concentrations du baccalauréat en économie se prêtent à un séjour d'études à l'étranger et à l'apprentissage des langues.
- Les étudiants dans les concentrations en économie et finance, en économie et gestion et en économie internationale ont la possibilité d'acquérir un 2^e diplôme (licence en sciences des organisations et des marchés) en effectuant un séjour d'études d'une année à l'Université Paris-Dauphine en France.
- Le programme offre la possibilité de réaliser un stage de 15 semaines.

- Le Centre de gestion de carrière ESG UQAM facilite l'insertion sur le marché du travail d'un grand nombre de membres étudiants et diplômés de l'ESG UQAM.

PERSPECTIVES SALARIALES

Selon l'étude « Le marché du travail et de l'emploi au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017 » et le site Information sur le marché du travail (IMT) d'Emploi-Québec, le revenu annuel des professions suivantes liées au baccalauréat en économique s'établissait ainsi :

Profession	Emplois estimés ¹	Revenu annuel ²	Perspectives
Agente, agent de programme, recherchiste et experte-conseil, expert-conseil en politique sociale	8 000	58 000 \$	Acceptables
Analyste financière, analyste financier et analyste en placements ³	10 000	63 000 \$	Favorables
Économiste, recherchiste et analyste des politiques économiques	5 000	71 000 \$	Acceptables
Enseignante, enseignant au niveau collégial ⁴ et autre instructrice, instructeur de programmes de perfectionnement	37 000	63 000 \$	Favorables
Gestionnaire de la fonction publique – analyse économique, élaboration de politiques et administration de programmes	1 000	88 000 \$	Non publiées
Professeure, professeur ⁵ et chargée, chargé de cours au niveau universitaire	15 000	100 000 \$	Favorables

1. Nombre d'emplois estimé en 2012
2. Revenu annuel moyen d'emploi à temps plein en 2010
3. Emploi-Québec mentionne que le salaire à la commission fait partie des conditions salariales de la profession.
4. Forte demande dans ce secteur : un diplôme de 2^e cycle est souvent exigé pour enseigner au collégial.
5. Des études de 3^e cycle sont exigées pour exercer cette profession.

Selon REPÈRES, le salaire annuel minimum moyen et maximum moyen des professions suivantes liées au baccalauréat en économique s'établissait ainsi :

Profession	Salaire minimum moyen	Salaire maximum moyen	En date de
Agente, agent de développement économique	38 000 \$ à 42 999 \$	85 000 \$ à 99 999 \$	2016
Économiste – domaines : industriel, ressources	43 000 \$ à 47 999 \$	100 000 à 124 999 \$	2016

naturelles, transports, travail, commerce international, développement international, financier			
Conseillère, conseiller en importation et exportation	43 000 \$ à 47 999 \$	100 000 \$ à 124 999 \$	2016

Note : Le taux horaire est généralement plus bas en début de carrière.

Selon les données du site IMT d'Emploi-Québec, le salaire horaire moyen (2014-2016) des économistes, chercheurs et analystes des politiques économiques s'établissait ainsi :

Minimum ¹	23,33 \$
Médian ²	38,46 \$
Maximum ³	53,85 \$

1. Le salaire minimum correspond au 1^{er} décile. Cette valeur est un bon indice des salaires d'entrée sur le marché du travail.
2. Valeur qui divise en 2 parties égales la population en emploi, c'est-à-dire que la moitié a un salaire inférieur au salaire horaire médian et l'autre moitié, un salaire supérieur.
3. Valeur qui sépare les 90 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus faibles des 10 % des personnes en emploi dont les salaires horaires sont les plus élevés. Cette valeur est un bon indice des salaires les plus élevés dans la profession.

ATOUTS RECHERCHÉS PAR LES EMPLOYEURS

- Un diplôme d'études de 2^e cycle est souvent exigé pour accéder à des postes dans la fonction publique, dans plusieurs municipalités ou en tant que diplomate (Emploi-Avenir Québec, « autres professionnels des sciences sociales »). L'UQAM offre notamment les formations suivantes : DESS en finance, DESS en planification territoriale et développement local, maîtrise en économie, maîtrise en science politique et maîtrise en sciences de la gestion.
- Une maîtrise dans le domaine des sciences sociales, dans une discipline connexe ou en administration des affaires peut être exigée des chercheurs, experts-conseils et agents de programmes en politique.
- L'enseignement en économie au niveau collégial exige, la plupart du temps, une formation de 2^e cycle. La réussite d'une formation en pédagogie représente souvent une exigence de la part des employeurs.
- Pour l'enseignement en économie au niveau universitaire, un doctorat est habituellement exigé.
- Les diplômés désirant obtenir un emploi dans les MRC chercheront à être habiles à la navigation dans les lois et les règlements liés aux municipalités (REPÈRES).
- Pour certaines professions du secteur de la finance, une certification ou une accréditation professionnelle de l'Autorité des marchés financiers (AMF) est requise. Divers cours, programmes de formation et examens sont offerts par les instituts et organisations, comme

l'Institut québécois de planification financière (IQPF), l'Institut canadien des valeurs mobilières/Canadian Securities Institute (ICVM/CSI), l'Institut des banquiers canadiens (IBC), l'Institut des fonds d'investissement du Canada et l'Institut des compagnies de fiducie du Canada.

Dans le cas des diplômes obtenus à l'extérieur du pays, l'équivalence délivrée par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles est requise pour accéder aux professions du secteur, surtout pour les postes requérant une certification ou une accréditation professionnelle de l'AMF.

Sont aussi demandés (Emploi-Québec et Conseil emploi métropole) :

- Une bonne connaissance des produits et services financiers, des exigences réglementaires reliés à la vente de produits financiers
 - La maîtrise des bases de données et des systèmes informatiques
 - Des aptitudes pour le service à la clientèle, la vente et la négociation, le développement de marchés
 - La capacité de s'exprimer avec précision et logique, à analyser et à résoudre des problèmes efficacement
 - Un bon jugement, un sens des responsabilités, l'autonomie, la flexibilité et une apparence soignée (Emploi-Québec et Conseil emploi métropole)
- Les représentants en valeurs mobilières doivent être inscrits auprès de l'AMF et avoir suivi le cours sur le commerce des valeurs mobilières (CCVM) offert par l'ICVM/CSI, ou avoir un certain nombre d'années d'expérience, ou le titre de CFA. Des cours spécialisés sont également offerts aux représentants et aux négociateurs qui veulent négocier des produits de placement en particulier, tels que les options en valeurs mobilières et les contrats à terme (Emploi-Québec). Les représentants en épargne, en rentes, en prêts ou en fonds communs de placement sont également inscrits à l'AMF. Pour plus de détails, consultez le site Internet de l'AMF.
 - L'IQPF décerne le titre de planificatrice financière, planificateur financier (Pl. Fin.) à toute personne qui remplit les exigences de formation universitaire, qui réussit le cours de formation professionnelle (CFP) de l'IQPF ainsi que l'examen unique de l'IQPF.

Pour exercer cette profession, la personne diplômée de l'IQPF doit être inscrite auprès de l'AMF ou être autorisée à porter le titre par un ordre professionnel qui a conclu une entente avec l'AMF (Ordre des comptables agréés, des comptables généraux accrédités, des administrateurs agréés ou Chambre des notaires du Québec). Le certificat délivré par l'AMF est obligatoire pour exercer la profession et vendre des produits financiers réglementés, tels que régime des rentes, REER et assurance vie. Pour plus de détails, consultez le site Internet de l'IQPF.

- Pour les analystes financiers et en placement, un diplôme de 2^e cycle, comme une maîtrise en administration des affaires (MBA) (option finances) ou une maîtrise en finance, peut être exigé (Emploi-Québec). La désignation d'« analyste financière agréée, analyste financier agréé (CFA) » (*Chartered Financial Analyst*), offerte par la CFA Institute est recherchée par les employeurs (REPÈRES).

- Le titre de « professionnelle, professionnel de gestion des risques financiers » est accordé par la Professional Risk Managers' International Association et est l'un des titres de gestion des risques.
- Le titre de « Chartered Alternative Investment Analyst (CAIA) » est la certification de référence en matière d'investissement alternatif, chapeauté par la Chartered Alternative Investment Analyst Association.
- L'Institut canadien des experts en évaluation d'entreprises décerne le titre d'« experte, expert en évaluation d'entreprises (EEE) ».
- Le titre « Certified Fraud Examiner CFE » est décerné par l'Association of Certified Fraud Examiners.
- Pour être à la direction des achats, le titre professionnel en gestion de la chaîne d'approvisionnement (P.G.C.A.) ou l'inscription au programme d'études offert par l'Association de la gestion de la chaîne d'approvisionnement peut être exigé des employeurs (Emploi-Québec).
- Pour offrir des services-conseils en gestion des entreprises, un diplôme d'études supérieures en administration peut être exigé. Certains établissements peuvent exiger l'accréditation par une association provinciale de consultation en gestion ou l'accréditation en tant que vérificatrice, vérificateur de la qualité. Selon le poste, l'adhésion à un ordre professionnel peut être obligatoire.

La facilité à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire, un esprit critique et analytique, le sens de l'initiative et de l'organisation ainsi que du tact sont recherchés. La connaissance des principaux logiciels de bureautique, de gestion intégrée des entreprises et d'infogérance est requise. Le bilinguisme est souvent demandé (Emploi-Québec).

SOURCES ET LIENS UTILES

- [Association canadienne d'économique](#)
- [Association des économistes québécois](#)
- [Association des professionnels en développement économique du Québec](#)
- [Association des directeurs généraux des MRC du Québec](#)
- [Association of Certified Fraud Examiners](#)
- [Association de la gestion de la chaîne d'approvisionnement](#)
- [Association des banquiers canadiens](#)
- [Autorité des marchés financiers](#)
- [Centre de gestion de carrière ESG UQAM](#) :
 - [Guide info-domaine : Commerce/gestion internationale](#)
 - [Guide info-domaine : Gestion des opérations](#)
 - [Guide info-domaine : Finance](#)
- [Chartered Alternative Investment Analyst Association](#)
- [CFA Montréal](#)
- [Conseil emploi métropole. « Diagnostic des besoins en main-d'œuvre : secteur de la finance et des assurances », 2013.](#)
- [CSMO-ESAC. « Philippe Grant : analyste financier ».](#)
- [Département des sciences économiques, ESG UQAM](#)

- [Emploi-Avenir Québec](#)
- [Emploi-Québec](#) :
 - [Dans l'ensemble du Québec, 93 professions les plus en demande actuellement](#)
 - [Information sur le marché du travail \(IMT\)](#)
 - [Les chiffres clés de l'emploi au Québec, édition 2015](#)
 - [Le marché du travail au Québec – Perspectives d'emploi par profession 2013-2017](#)
 - [Le marché du travail et de l'emploi par industrie au Québec – Perspective à moyen \(2013-2017\) et long terme \(2013-2022\)](#)
 - [Le marché du travail au Québec – Perspectives à long terme 2012-2021.](#)
- [ESG UQAM](#)
- [Institut québécois de la planification financière](#)
- [Institut canadien des valeurs mobilières](#)
- [Institut économique de Montréal](#)
- [JOBBOOM. « Éducation : former la relève », 2013.](#)
- [Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. « Enquêtes Relance ».](#)
- [Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation](#)
- [Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire \(MAMOT\)](#)
- [Professional Risk Managers' International Association](#)
- [PUISSANCE ONZE. « Types de carrière : conseiller en efficacité opérationnelle ».](#)
- [RADIO-CANADA. « Catherine Lemyre, agente de développement économique ».](#)
- [REPÈRES, l'outil officiel en information scolaire et professionnelle](#)
- [Service de planification académique et de recherche institutionnelle \(SPARI\), « Enquête auprès des diplômés de l'UQAM \(2009-2010, 2011-2012\) », données internes.](#)
- [Service de soutien à l'international de l'ESG UQAM](#)
- [Société canadienne de science économique](#)